

# Préface

Richard MARIN

Du Mexique et de l'Amérique centrale au Cône Sud, en passant par les Andes, les neuf contributions qui composent cet ouvrage balaient amplement l'espace latino-américain. Symptôme de la « crise des idéologies » et de notre horizon présentiste ? – la problématique générale retenue, autour des « mauvais sujets », fleure bon les thématiques très en vogue sur les marginaux dans les années 70. Au fil des pages c'est une riche galerie de situations déviantes, au sens de la norme dominante, qui nous est livrée avec une large place accordée à « l'ennemi intérieur » : anarchiste, communiste, guérillero, « terroriste », narcotrafiquants et autres bandes délinquantes mais également à des figures telles que celle de la prostituée ou des fidèles d'un catholicisme populaire hétérodoxe, adorateurs de « mauvais saints ».

Pour l'essentiel, c'est des couches populaires et de la culture des subalternes, au sens où l'entendait Antonio Gramsci, qu'il est ici surtout question et de leurs hétérotopies. Ainsi Michel Foucault désignait-il ces « espaces autres », ces lieux inscrits au cœur même de la société comme des sortes de contre-lieux où sont à la fois représentées, contestés et inversées les valeurs dominantes.

À ces situations souvent limite pourrait aussi parfaitement s'appliquer le célèbre oxymore sur « l'exceptionnel normal », forgé en 1977 par le micro-historien italien Eduardo Grendi. En effet, ces situations souvent hors normes dévoilent ce qui reste généralement caché ou implicite, et disent bien plus qu'elles-mêmes. En creux, elles parlent aussi de la norme admise, le hors la loi n'étant jamais que le signe contraire des lois dont il s'exonère.

À la lecture, ces « mauvais sujets » se montrent particulièrement diserts en ce qu'ils mettent à nu, chemin faisant, nombre de caractéristiques contemporaines des sociétés latino-américaines. En évoquant les maux dont elles souffrent, leurs espérances d'hier, l'univers religieux du croire et les productions mémorielles d'aujourd'hui, ils en sont comme le révélateur.

En tout premier lieu, ils rappellent la violence multiforme consubstantielle à l'histoire du sous-continent depuis sa conquête. Pour le demi-siècle écoulé, les conflits armés qui prirent le plus souvent la forme de guerres civiles et l'onde des dictatures de sécurité nationale, du milieu des années 60 au milieu des années 1980, en constitue une des principales manifestations. Bien mieux qu'un long discours la froide statistique éclaire l'ampleur des drames qui ont ensanglanté la région. Depuis 1948, la

guerre civile qui n'a pratiquement jamais cessé en Colombie a fait plus de 400 000 morts et 5,7 millions de déplacés ; le conflit armé guatémaltèque (1960-1996) entre le régime militaire et les guérillas marxistes s'est soldé par 200 000 morts et 45 000 disparus; la « guerre populaire prolongée » entre les maoïstes du Sentier lumineux et l'État péruvien (1980-1992) a occasionné 70 000 morts, soit autant que la guerre civile du Salvador (1980-1992) entre le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et les Forces Armées Salvadoriennes ; quant au conflit entre le gouvernement sandiniste du Nicaragua et les *contras* (1979-1988), on estime son bilan à une trentaine de milliers de morts....

Parmi les dictatures de sécurité nationale, les plus barbares furent celle du Chili qui fit 3 000 morts et disparus entre 1973 et 1979 ; et, surtout, la « *guerra sucia* » argentine (1976-1983) dont le bilan est estimé entre 10 000 et 30 000 morts et disparus.

Mais la violence et l'insécurité au quotidien sévissent aussi dans le sous-continent en situation de paix au point que, avec plus de 100 000 meurtres par an durant la décennie écoulée, selon la statistique onusienne, il détient le peu enviable record de région la moins sûre du monde. Cette violence délinquante, celle des *pandillas*, *maras* centroaméricaines ou autres *zetas* mexicaines et *comandos* brésiliens, tient d'abord à la misère et aux énormes écarts sociaux, aggravés par l'onde néo-libérale des années 1980-1990. Cette dernière, en privant certains territoires des services publics vitaux (éducation, santé, logement...), en a fait des zones de non droit dans lesquelles l'État a perdu « le monopole de la violence légitime ». La production et la commercialisation des drogues, avec les profits pharamineux qui s'y rattachent et la corruption à grande échelle qu'elle engendre, a fait le reste. Certains trafiquants, perçus, bien à tort, comme des « bandits sociaux » ont été érigés en mythe, à l'image d'un Pablo Escobar mort en 1993 et devenu héros et saint bienfaiteur dans les quartiers pauvres de Medellín.

Ces mauvais sujets nous remettent aussi en mémoire le cycle – définitivement épuisé ? – de l'espérance révolutionnaire, cet horizon partagé par une partie de la jeunesse latino-américaine des années 60-70, sur la lancée de la révolution cubaine. Pour ces impatientes, déçus par la stratégie d'alliance avec la « bourgeoisie nationale » des partis communistes orthodoxes, et qui avaient assisté au renversement par la force des régimes réformistes (Arbenz, au Guatemala, Goulart, au Brésil), la voie de la lutte armée avait toutes les séductions. Théorisé par Régis Debray, le foquisme, ce « léninisme pressé », se proposait, grâce à une avant-garde prête à tous les sacrifices, de créer des foyers révolutionnaires dans les campagnes, « deux, trois, de nombreux Vietnam » selon la formule du Che Guevara. Le climat d'alors était à l'optimisme historique : la décolonisation battait son plein, les États-Unis étaient tenus en échec au Vietnam et, surtout, le pied de nez de Castro à Washington, autorisait les espoirs les plus fous. La suite est bien connue. Parmi les dizaines de guérillas apparues en Amérique latine jusqu'au début des années 1990, seule celle du Nicaragua, profitant d'une présidence Carter affaiblie et peu agressive, a réussi à l'emporter en instaurant le régime sandiniste (1979-1990).

Ces dissidents nous parlent aussi de la religion populaire latino-américaine, de cette foi à mille lieux des canons de l'orthodoxie romaine ; de ce catholicisme synchré-

tique, laïcisé, processionnaire et festif, utilitariste et fataliste, bien plus orienté vers les protections que l'élévation de l'âme et qui a toujours exécré le ritualisme et la relation distanciée à Dieu en accordant une place centrale au culte des saints. Souvent saints par la *vox populi*, c'est-à-dire élus tels par « la voix du peuple », la plupart ne le sont pas pour l'Église au sens canonique du terme. Il est vrai que cette dernière s'est longtemps montrée peu généreuse en béatifications et canonisations dans le sous-continent, notoirement discriminé en regard de la vieille Europe. Toutefois, à partir de Jean-Paul II, conscient de la nécessité d'allumer des contre-feux face à la percée des évangéliques, Rome s'est enfin attelé à rattraper le retard. Sait-on que le Brésil, plus grand pays catholique du monde a dû attendre 2007, oui, 2007, pour avoir son premier saint né au Brésil, en la personne de Frère Galvão !

Au détour de ces figures déviantes, se fait également jour le phénomène de l'effervescence et du conflit des mémoires qui s'est aussi emparé de l'Amérique latine, à l'égal du reste du monde. Portées par les institutions ou les acteurs de la société civile, ces productions mémorielles relèvent de deux grandes modalités. La première se rattache, à partir de la fin des années 1970, à l'essor des mémoires « ethniques » qui ont beaucoup gagné en importance dans le contexte de sortie de l'autoritarisme, quand est apparu un courant continental d'affirmation d'une contre-mémoire des « vaincus » de la conquête et de la colonisation. Les mouvements afro-américains ou indigènes qui se sont alors multipliés ont rudement mis en question l'idéologie de l'État-nation homogène hérité de l'Indépendance, porté au grand jour l'existence de discriminations ethniques et milité pour la reconnaissance et la valorisation de la diversité ethno-culturelle appuyés, en cela, par le multiculturalisme prôné par l'UNESCO et, souvent relayées par les États.

Le second courant mémoriel se rattache aux exigences de réparation formulées par les victimes des dictatures ou des guerres civiles et leurs familles. Il a notamment pris la forme de Commissions de la vérité (et parfois de réconciliation), officielles ou non : en Argentine (1984), au Chili (1990-1991), au Salvador (1992), au Guatemala (1999), au Pérou (2000-2003), en Colombie (2005) et, très récemment, au Brésil (2012). Ces mémoires se sont aussi ancrées dans l'espace en constituant les lieux de mémoire les plus divers. Des musées de la mémoire et des droits de l'homme ont été édifiées – à Rosario (1998), Asunción (2005), Montevideo (2006), Santiago de Chili (2010) ou Lima (en cours de réalisation) – mais aussi de mémoriaux comme celui de Montevideo (2001) ou celui de Buenos Aires (2007) dédiés aux victimes du terrorisme d'État...

Faut-il l'écrire ? Il ressort de tout ce qui précède qu'il y a le plus grand profit à tirer de la lecture de ces « mauvais sujets » lesquels nous proposent rien moins qu'une manière originale et féconde de penser quelques-unes des grandes problématiques de l'Amérique latine d'aujourd'hui.